

Dossier

Huile de palme en Indonésie : des villages résistent

Pages 3 - 5

« La terre est source de toute vie »

Pages 10 - 11



Une planète aux enchères?



PAIN POUR LE PROCHAIN ACTION DE CARÊME

Appropriation illégitime, ou partiellement illégitime de terres à des fins agricoles par des multinationales, des gouvernements ou des investisseurs.

Depuis que le monde de la finance a découvert que le sol pouvait être un placement lucratif, l'accaparement des terres progresse à toute vitesse. En Indonésie, des multinationales défrichent d'énormes surfaces de forêt primaire et chassent les populations pour cultiver des palmiers à huile. En Afrique, des investisseurs mettent en fermage d'immenses surfaces pour y produire du biocarburant. Alors que de nombreuses ethnies respectent la terre nourricière, des investisseurs réduisent le sol au rang de marchandise.

Pascale Schnyder, rédactrice en chef

59 % des cas d'accaparement des terres concernent des terres communautaires ayant appartenu à des populations autochtones ou d'autres petites communautés.

SOMMAIRE

SUR LE SUJET : Le sol transformé en placement financier au détriment des populations locales Pages 6 - 7

FAITS ET CHIFFRES : L'accaparement des terres, un phénomène mondial Pages 8 - 9

ACCAPAREMENT DES TERRES EN EUROPE : De la France à la Roumanie Page 12



Une famille iban lors d'une journée aux champs. Les plantations de palmiers à huile mettent l'agriculture traditionnelle sous pression.



Des palmiers à huile à perte de vue. Les monocultures occupent près de 38 % de la surface du Kalimantan occidental en Indonésie.

Huile de palme : des villages résistent



La maison longue : une habitation traditionnelle du peuple iban en Indonésie. Ici le village de Sungai Utik.

Province du Kalimantan occidentale, Indonésie. Nous nous trouvons à Sungai Utik, sur le cours supérieur du fleuve Kapua, devant une maison longue : vieille de 60 ans, construite dans un bois magnifique, elle est juchée sur des pilotis et mesure 180 mètres de long. Cette habitation traditionnelle est le centre de la vie communautaire des Iban, un peuple autochtone d'Indonésie. Devant, une terrasse offre de la place pour les travaux quotidiens. De l'autre côté, 28 portes, derrière lesquelles se trouvent les appartements des grandes familles. Il y a l'électricité, l'eau courante, la télévision. Le soir,

dans la salle de rencontre, une jeune femme initie les femmes et les enfants à l'anglais. Des personnes discutent devant une autre porte du temps qui change et des cultures de riz, tandis qu'une vieille femme tresse une natte en rotin.

Une fleur pour symbole

Les Iban cultivent leur mode de vie traditionnel. Leur cosmogonie se fonde sur une vie en harmonie avec la nature. Les coutumes et les règles traditionnelles veillent à ce que les rizières sèches soient préparées, semencées et moissonnées selon des rites précis. Le respect de ces

valeurs aide la population à résister aux entreprises d'huile de palme, qui ne manquent pas d'agressivité. Le symbole cosmique iban, une sorte de fleur, se retrouve partout : tatoué sur le bras des hommes ou affiché sur les maisons avec son interprétation, afin de familiariser les enfants avec sa signification.

Nous rendons visite au grand-père Pak Janggut. Il est le maître de la maison longue et une figure centrale de la résistance contre l'accaparement des terres par les compagnies d'huile de palme. « La terre est notre mère, la forêt est notre sang et notre souffle », explique Pak Janggut. « Les plantations d'huile de palme détruisent notre environnement. Comment allons-nous vivre à l'avenir ? » Cet homme âgé de 87 ans est né avant la création de l'Etat d'Indonésie. Il a toujours vécu dans cette forêt. « J'ai vu comment le monde a changé : aujourd'hui, il est presque impossible de trouver de l'eau fraîche, de travailler les rizières sèches et de trouver des terrains de chasse », déplore-t-il.

Résistance face aux plantations

Avec sa sagesse et en sa qualité d'ancien chef des droits et usages indigènes, Pak Janggut incite toute la région, et même au-delà des frontières, à lutter contre les plantations de palmier à huile. « Si tu signes un accord visant à donner tes terres, tu te tues toi-même, car tu perdras ta terre pour toujours. Si tu veux conserver tes terres, tu dois les cultiver afin de les protéger des entreprises », explique Pak Janggut. Il en est persuadé : sans leurs terres, les Iban perdront leur identité.

Le village de Sungai Utik possède un territoire de 9500 hectares. Deux tiers sont de la forêt



Pak Janggut, figure de la culture traditionnelle iban et de la résistance contre les plantations de palmiers à huile.

vierge qui, comme les champs, est une réserve de nourriture importante. Jusqu'à présent, le village a réussi à se défendre contre les entreprises de plantations. Mais les habitants des villages environnants, eux, sont moins unis. Sont-ils menacés du même sort que des centaines d'autres villages du Kalimantan, qui ont perdu leurs terres et leurs forêts au profit des multinationales ? Pourront-ils résister aux promesses alléchantes mais généralement vides de ces entreprises ?

Nature et culture en danger

Rien que dans la province du Kalimantan occidental, 411 entreprises d'huile de palme possèdent des autorisations d'exploitation pour plus de 5,5 millions d'hectares. Cela correspond aux 85 % de la superficie de cette province. Sur l'ensemble du Kalimantan, les entreprises d'huile de palme détiennent plus de 15 millions d'hectares de terres. D'ici 2020, si les choses se passent comme le veut le gouvernement, plus de 22 millions d'hectares devraient être affectés à la culture du palmier à huile. Il s'agirait des 12 % de ce pays qui comprend, selon les endroits, de fortes densités de population. Anton Wijaya, directeur de Wahli, une organisation partenaire de *Pain pour le prochain*, déclare : « Nous sommes la seule organisation dans la région à aborder les questions environnementales, la discrimination et la violation des droits humains, mais aussi l'absence d'une politique de développement durable de la part du gouvernement. L'environnement est détruit peu à peu ; les communautés qui possèdent encore des terres font l'objet de menaces et sont marginalisées au nom du développement. » Walhi soulève le problème de l'industrie des

plantations, de l'industrie minière et de la déforestation grâce à des campagnes et un travail juridique. L'organisation soutient également les communautés concernées dans leur combat pour leurs terres.

Banques suisses impliquées

L'argent destiné à l'industrie lucrative de l'huile de palme provient d'investisseurs du monde entier. Des banques suisses ont aussi accordé des crédits et des services financiers à des multinationales dont les filiales s'approprient des terres pour leurs plantations, en dehors de toutes règles internationales. Ainsi, le Credit Suisse a, par exemple, pris part à l'émission d'actions du groupe indonésien DSN, dont les filiales Rimba Utara et Mandiri Agrotama Lestari harcèlent le village de Sungai Utik et les communes avoisinantes. A Ulak Pauk, un village proche, un groupe d'habitants a rédigé un manifeste contre les plantations. Leur chef, Marselus Alek, explique : « Nous nous opposons aux plantations de palmiers à huile car nous voyons le comportement déloyal de Rimba Utara. Ils sont venus dans notre village sans nous en informer, n'ont jamais cherché notre assentiment. Nous croyons qu'ils vont s'accaparer nos terres sans permission, car notre village se trouve au milieu des plantations », dit-il, révolté. « Ils nous volent. » C'est la raison pour laquelle des villageois se sont regroupés pour combattre ensemble les entreprises d'huile de palme.

— Miges Baumann



Un jour dans la vie de Raymundus Remang, chef du village de Sungai Utik, menacé par les plantations de palmiers à huile.

« Les entreprises ne veulent pas nous donner du travail, elles ont d'autres intérêts. »

« J'ai dormi dans la maison longue la nuit dernière, car je devais encore régler quelque chose pour l'administration du district. Une partie de ma famille est restée dans l'abri sur le champ pour contrôler la braise. Nous venons de commencer à préparer le champ en brûlant des troncs, des branches et des broussailles que nous avons amassés auparavant. Aujourd'hui, nous avons regroupé les branches pas entièrement brûlées avant de commencer à semer notre riz directement sur la terre. La cendre sert d'engrais aux plantations de riz.

Demain matin, je retournerai au champ en moto avec ma femme et ma plus jeune fille. Mes enfants doivent être présents le plus souvent possible afin qu'ils apprennent comment on cultive les rizières sèches selon la tradition. Notre système de culture s'appelle « ladang bergilir » (retourner à la rizière sèche). Nous cultivons un champ tous les 10 ans seulement et le laissons se reposer entre temps. Cela fait des siècles que nous suivons ce principe. Les paysans ladang ne brûlent pas la forêt vierge et n'engendrent pas la fumée que le gouvernement se met à dénoncer. Ce sont les plantations de palmiers à huile qui causent ces dégâts. A cause de la fumée, le gouvernement veut nous interdire de brûler les broussailles. Je trouve cela injuste. Ils ne peuvent pas nous interdire de cultiver des rizières sèches. Sinon, l'identité et la culture se perdraient.

Avant que n'arrivent les entreprises actives dans l'huile de palme, notre vie était modeste mais nous avions du travail et à manger. Les multinationales ne viennent pas parce qu'elles veulent nous donner de l'argent et de l'emploi, elles ont leurs propres intérêts. Dans le district, nous avons vu comment elles ont détruit l'environnement mais aussi la vie sociale. C'est pourquoi la population, les chefs de villages et les leaders des mouvements de jeunes de dix communautés ont décidé de n'accepter aucune multinationale active dans l'huile de palme ». — frp

Deux tiers des surfaces concernées sont des terres utilisées par des populations autochtones depuis des générations.

Le sol transformé en placement financier au détriment des populations locales

La façon de penser des investisseurs qui se sont emparés de millions d'hectares aux quatre coins du monde filtre parfois dans certains documents. « Par endroits, c'est la première fois que les terres ont été valorisées et rendues aptes à l'agriculture », écrivait le Ministère fédéral allemand pour la coopération économique et le développement à propos du projet du groupe genevois de biocarburant Addax en Sierra Leone. Un point de vue largement répandu parmi les investisseurs et qui sert régulièrement d'argument depuis l'époque coloniale. Mais à y regarder de plus près, cette justification s'avère être de la poudre aux yeux. Le fait est que les grosses transactions de ces dernières années ont mis en location d'énormes surfaces de terre, sur lesquelles la population avait jusqu'alors cultivé sa nourriture, fait paître son bétail ou ramassé du bois de chauffe et des plantes médicinales. En 2008, l'organisation non gouvernementale Grain, partenaire de *Pain pour le prochain*,

a donné un nom à ce phénomène : le « land grabbing », soit accaparement des terres en français. Mais que se passe-t-il exactement avec ces terres ? Et que se cache-t-il là-dessous ?

Des fleurs à la place du manioc

Une partie des surfaces est inutilisée et sert simplement à la spéculation. Sur d'autres étendues, on cultive de la canne à sucre, transformée en carburant pour les voitures européennes, de l'huile de palme pour des gels douche et des plats précuisinés, des fleurs, des tomates, du soja ou du maïs pour les animaux d'élevage. Les projets d'accaparement des terres ont tous en commun le fait que le sol devient un objet d'investissement et qu'on l'ensemence avec des cultures qui rapportent le plus possible – au lieu d'y mettre des aliments à même de nourrir la population locale. Des groupes britanniques au Ghana, des fonds d'investissements américains en Colombie mais aussi des conglomérats chinois en France



En Indonésie, d'immenses surfaces de forêt sont déboisées chaque jour.

« Les investisseurs s'encombrent rarement de principes éthiques. »

Un ancien employé de la Banque mondiale

s'assurent d'énormes réserves de terrains pendant plusieurs générations. Ils obtiennent une partie de l'argent nécessaire à ces transactions de la part des banques, de fonds d'Etats ou d'investisseurs institutionnels. Les caisses de pension jouent un rôle toujours plus important dans ce phénomène, tout comme les banques et les fonds de développement publics.

Certains investisseurs ne cachent pas que c'est avant tout le profit qui les intéresse. Car la terre représente une valeur sûre eu égard aux marchés financiers toujours plus imprévisibles. Voici ce que dit la gestionnaire d'un fonds britannique qui investit dans le sol africain : « C'est comme un enfant dans un magasin de bonbons. Les possibilités sont immenses ! » Il n'est pas rare que les investisseurs invoquent des objectifs plus élevés. Le responsable d'un fonds d'actions privé britannique ne vise rien moins que « nourrir l'Afrique ». Cette idée erronée d'un développement par le haut est partagée par la Banque mondiale ainsi que par les gouvernements et les agences de développement de nombreux pays : en soutenant les projets d'accaparement des terres, ces derniers misent sur une agriculture industrielle et des monocultures à grande échelle, avec le but apparent de nourrir tout le monde.

Chassés par des bulldozers

Il est urgent que les conditions d'existence des personnes vivant dans les zones rurales s'améliorent dans de nombreux pays du monde. Mais les défenseurs des gros investissements fonciers n'ont pas encore prouvé que leurs investissements ont des effets positifs sur la croissance économique et la situation alimen-



Sierra Leone : depuis que la multinationale genevoise d'agrocarburants Addax exploite la canne à sucre sur ses terres, cette famille doit acheter du riz à prix fort pour se nourrir.

taire des populations locales. Par ailleurs, les cas de mauvaises spéculations et de projets ratés – dont quelques-uns des plus gros projets – se multiplient. Et pourtant, des centaines de milliers de personnes continuent d'être chassées de leurs terres, soit à l'aide de promesses et de contrats douteux, soit par des bulldozers, parce que personne ne tient compte de leurs droits fonciers. Le pouvoir des groupes et des investisseurs ainsi que leur influence sur les gouvernements sont en effet nettement plus grands que ceux des familles de petits paysans ou des bergers, qu'on n'écoute pas et qui n'ont aucune chance de se défendre en cas de litiges. D'autre part, selon un ancien employé de la Banque mondiale dans le secteur de

l'agrobusiness, il en irait comme de la ruée vers l'or en Californie : « Les premiers investisseurs [dans un pays] s'encomrent rarement de principes éthiques. »

La résistance grandit

Il s'agit de grandes surfaces : au moins 47 millions d'hectares ont changé de mains de cette façon durant ces dix dernières années. Une superficie qui correspond à douze fois la Suisse et à vingt-huit fois ses surfaces agricoles. Pour la population locale, les conséquences sont désastreuses. Sans terre, celle-ci ne peut plus se nourrir et devient dépendante d'emplois difficiles et souvent mal rémunérés sur les nouvelles plantations. Les écoles, routes et hôpitaux promis restent également souvent lettre morte, tandis

que les engrais et les pesticides employés sur les monocultures polluent les cours d'eau et les sols.

Vu la situation, il n'est pas étonnant que la résistance contre cet accaparement progressif des terres grandisse. C'est le cas en Sierra Leone, en Ethiopie ou au Bénin. En Afrique de l'Ouest, 300 organisations et réseaux de paysans de 15 pays se sont rassemblés au printemps 2016 pour défendre leur droit au sol et à l'eau et protester contre l'accaparement des terres. Ils sont soutenus dans leur démarche par des organisations comme *Grain et Pain pour le prochain*, qui s'engagent au Sud comme au Nord pour un autre type d'agriculture et rendent publics les cas d'accaparement des terres. Les protestations des populations locales ne sont toutefois pas sans danger. En effet, les gouvernements sont souvent du côté des investisseurs et cette résistance constitue pour eux une épine dans le pied. Les personnes qui osent se défendre sont intimidées, traitées de terroristes, incarcérées, voire même assassinées. Il s'agit de protéger ces gens et de les aider à défendre leur droit à la terre et à la nourriture. — *Silva Lieberherr*



ACCORDS DE PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

Les accords bilatéraux de protection des investissements sont des accords de droit international conclus entre deux Etats. Leur but est d'encourager et de protéger les investissements et les échanges économiques d'un Etat vers un autre. La Suisse en a conclu aujourd'hui près de 120, notamment avec l'Ethiopie, la Malaisie, le Liberia ou la République démocratique du Congo.

Ces accords ont entraîné un phénomène en augmentation ces dernières années : le dépôt de plaintes d'investisseurs et d'entreprises contre des Etats. En 2010, le producteur de cigarettes Philip Morris a attaqué l'Uruguay pour ses activités de prévention contre le tabac. Le pays souhaitait en effet consacrer 80 % de la surface des paquets de cigarettes à la sensibilisation. La multinationale qui siège à Lausanne a invoqué l'accord de protection des investissements entre la Suisse et l'Uruguay signé en 1991. Si l'Uruguay a fini par remporter la longue bataille juridique qui a suivi, cet événement a découragé plusieurs pays de la région à mener une prévention active contre le tabac.

Ce mécanisme le montre bien : les accords de protection des investissements servent avant tout les entreprises, et non la population. La peur de devoir verser des compensations financières pèse sur la lutte pour les droits fonciers, réduisant les chances de succès.

Faits et chiffres

L'accaparement des terres est devenu un phénomène planétaire. La transformation du sol agricole en objet d'investissement menace la souveraineté alimentaire mondiale.

Le saviez-vous?

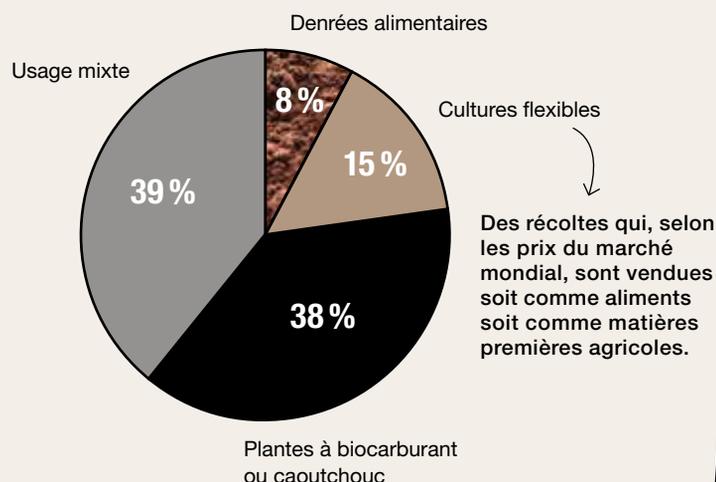
A ce jour, des investisseurs se sont appropriés 47,7 millions d'hectares dans le monde entier (estimation prudente). D'une taille égale à douze fois la superficie de la Suisse, ces surfaces étaient auparavant utilisées par les populations locales.

12x 

Source : www.landmatrix.org (26.10.16)

Le profit avant la nourriture

Seuls 8 % des surfaces accaparées servent exclusivement à la culture vivrière. 38 % sont dédiés à des denrées non alimentaires, 15 % à des « cultures flexibles » et 39 % à un usage mixte.



Source : www.grain.org



Répartition des surfaces accaparées par continent

Afrique
45%

Source : www.landmatrix.org (25.10.16), Remarque : le projet Land Matrix préfère le terme neutre « transaction »

A qui appartient la terre?

59 % des cas d'accaparement concernent des terres utilisées par des communautés autochtones depuis des générations. Leur droit de posséder ces terres est rarement reconnu.



Source : <http://www.farmlandgrab.org/post/view/26545>

Soldes en Afrique

L'Afrique est le continent le plus fortement touché par l'accaparement des terres. 21,7 millions d'hectares sont actuellement aux mains d'investisseurs et de multinationales.



Océanie

9 %

Asie

12 %

Amérique

20 %

Europe

14 %

tion foncière » à l'expression « accaparement des terres. »



246 Mio CHF

Investissements durables ?

Les banques de développement elles aussi ont de plus en plus investi ces dernières années dans de gros projets agricoles. Ainsi, la moitié des 493 millions de francs du projet raté de biocarburant mis sur pied par le groupe genevois Addax provenait de banques de développement.

Source : painpourleprochain.ch

Les caisses de pension, grands propriétaires fonciers

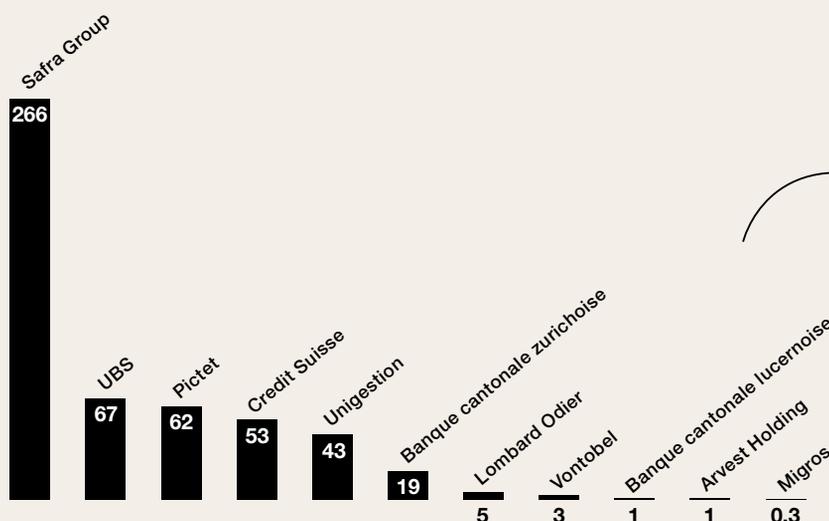
En 2011, les caisses de pension avaient investi au niveau mondial entre 5 et 15 milliards de dollars américains dans l'achat de terres agricoles. Selon l'organisation spécialisée Grain, ce montant a doublé en 2015.



Source : www.grain.org

Des banques suisses impliquées

La culture de palmiers à huile est une des causes principales de l'accaparement des terres. Plusieurs banques suisses sont impliquées, à travers divers instruments financiers, dans des plantations de palmiers à huile et des entreprises actives dans l'huile de palme en Asie.



L'huile de palme fait partie de notre quotidien. On la trouve dans la nourriture, les cosmétiques, les produits ménagers et l'essence pour les véhicules.

Source : Etude Profundo sur mandat de PPP et AC

« La terre est source de toute vie »

La terre est importante, car c'est grâce à elle que pousse notre nourriture. Mais son importance va bien au-delà, comme le montre un échange de courriels entre une théologienne guatémaltèque et un paysan suisse.



**INÉS PEREZ
HERNANDEZ**

Agée de 58 ans, Inés coordonne le programme national d'Action de Carême au Guatemala. Elle a grandi dans une famille de sept enfants issue de l'ethnie autochtone des Mayas Quichés et a étudié la théologie.



**JULES RAMPINI
STADELMANN**

Agé de 54 ans, Jules a grandi dans une famille de paysans lucernois qui comptait dix enfants et a étudié la théologie. Après neuf ans comme volontaire au Pérou, il est rentré en Suisse pour reprendre la ferme de ses parents.



De : **JULES RAMPINI**

Envoyé le : lundi 24 octobre 2016 16:33

Chère Inés,

Je me réjouis de mener cet échange avec toi, car la terre est le fondement de la vie. La terre est pour moi la partie féminine de Dieu, notre mère Terre ou Pachamama. Ce n'est pas un objet, mais un être qui doit être traité avec beaucoup de respect. Je ne peux pas posséder de terre, de même que je ne peux pas posséder ma mère.

Dieu a donné la terre aux hommes non pas pour la posséder mais pour la soigner et la cultiver. De la même manière, j'ai hérité des terrains qui entourent ma ferme afin d'en prendre soin et de les cultiver pour la génération qui suit.

Certes, la terre de ma ferme est enregistrée à mon nom, mais elle appartient à toutes celles et ceux qui se nourrissent grâce à elle, qui en boivent l'eau potable ou qui passent ici pour se reposer et admirer la beauté du monde. Respecter la vie signifie aussi respecter la terre comme la source de toute vie. Si je suis en relation avec la terre, je peux aussi communiquer avec elle : la sentir, l'entendre et la voir. En tant que paysan, je cherche toujours à garder une bonne communication avec la terre et à collaborer avec elle, au lieu de l'asservir.

Salutations,
Jules



De : **INÉS PEREZ**

Envoyé le : mercredi 26 octobre 2016 22:05

Bonsoir Jules,

Merci beaucoup pour tes belles considérations. Je suis une Maya Quiché et nous apprenons dès notre naissance que la terre est sacrée. C'est notre mère nourricière et, comme toi, nous la considérons comme un être qui sent et souffre. C'est pourquoi nous célébrons des rituels avant de l'ensemencer ou d'en tirer nos récoltes. Avec le nouveau modèle de « développement », cette communion avec la terre est en train de disparaître. Et c'est dur de voir la façon dont les entrailles de notre mère sont violées par l'avidité de l'être humain. Car la terre est sacrée et n'est pas à vendre.

Amicalement,
Inés



De : **JULES RAMPINI**

Envoyé le : vendredi 28 octobre 2016 17:20

Bonsoir Inés,

Merci beaucoup pour ta réponse. Je trouve admirable que tu ne te présentes pas comme une citoyenne du Guatemala, mais comme une Maya qui se sent encore très liée à la terre. Comme

pour les communautés indigènes des Andes que j'ai connues au Pérou, la terre ne peut être découpée en frontières nationales ou en terrains privés.

Bon nombre des problèmes que nous avons aujourd'hui avec la terre et nos semblables proviennent du fait que, selon moi, nous traçons des frontières nationales et distribuons aux gens des titres de propriété. Nous perdons ainsi la vision globale de la terre comme un seul et unique corps. En Europe, nous avons un autre problème. Nous couvrons la terre de rues, de parkings et de bâtiments, et nous enterrons la terre vivante.

Je ne crois pas que la terre perde sa fertilité sous le bitume. Elle reste un organisme vivant. Mais quand elle est couverte, elle ne peut pas nous nourrir et engendrer la vie.

L'offre dans les supermarchés, produite industriellement, ne semble plus provenir de la terre. Les gens perdent ainsi leur rapport à la terre et, avec lui, leur respect vis-à-vis d'elle. Qu'en est-il au Guatemala ? Pouvez-vous garder du respect pour la terre sacrée ?

Affectueux messages,
Jules



De : INES PEREZ

Envoyé le : mardi 1er novembre 2016 20:52

Cher Jules,

Moi aussi ça me fait mal de voir que notre communion avec la terre disparaît chaque jour un peu plus, bien que je rencontre toujours de nombreux paysans et paysannes qui considèrent la terre comme une mère sacrée. Mais au Guatemala aussi on comprend de moins en moins qu'on ne veuille pas donner la terre pour y cultiver des palmiers à huile ou de la canne à sucre. La soif de terre et d'eau va croissant. Celles-ci sont mises au rang de marchandises et les familles de paysans sont chassées. Le gouvernement protège uniquement les intérêts de ceux qui établissent sur ce sol des mines, des barrages ou des monocultures. Il nous considère comme des ignorants et des opposants à toute forme de développement. Les déplacements violents et la criminalisation de nos leaders sont malheureusement monnaie courante. Beaucoup d'entre eux sont prêts à donner leur vie pour la terre. Car celui qui maltraite notre mère nous maltraite.

Amitiés,
Inés



De : JULES RAMPINI

Envoyé le : jeudi 3 novembre 2016 18:05

Bonjour Inés,

Notre discussion me touche beaucoup. La culture de mes ancêtres, tout comme la culture indigène, était liée à la terre. Malheureusement, cette communion et la forme d'agriculture qui allait avec se perdent partout dans le monde. Nous sommes en train d'évoluer en une société totalement déracinée.

Pourtant, la terre nous envoie des signes, comme les changements climatiques, et nous appelle à changer notre mode de vie et notre production. Voilà qui me donne espoir. En Suisse, il y a de plus en plus de personnes qui ne veulent plus que des terres productives disparaissent au profit de projets immobiliers. Ils privilégient les produits locaux et biologiques, et mettent même la main à la pâte. Y a-t-il aussi des signes d'espoir au Guatemala ?

Bises,
Jules



De : INES PEREZ

Envoyé le : mardi 8 novembre 2016 17:10

Cher Jules,

C'est beau de voir qu'il y a encore de l'espoir pour sauver notre terre nourricière – ou notre maison commune, comme le pape François l'a écrit dans son encyclique *Laudato si* ! Chez nous aussi, des paysannes et des paysans continuent à pratiquer une agriculture durable et cultivent une petite parcelle pour leurs besoins propres. Mais c'est difficile. Nous assistons à la modification génétique de nos graines de maïs, nous perdons nos semences indigènes et les céréales n'ont plus le même goût – voire pire, ne sont plus assez nourrissantes. Nous, indigènes, croyons que seuls notre spiritualité et nos rites peuvent stopper cette roulette russe avec laquelle d'autres veulent nous imposer leur modèle néolibéral et cupide.

Amitiés,
Inés



De : INES PEREZ

Envoyé le : mercredi 9 novembre 2016 15:29

Salut Jules,

J'ai oublié une phrase hier. Je suis tombée sur elle alors que je passais en revue les plaintes et luttes des indigènes. J'aimerais la partager avec toi, car elle dit beaucoup de choses en peu de mots : « *Les communautés indigènes ne voient pas dans la terre une marchandise, mais un art de vivre, un lieu de vie culturel, économique, social et politique pour soi et les générations futures.* »

Amicalement,
Inés

France : des terres achetées pour fabriquer du pain en Chine

L'accaparement des terres ne concerne plus seulement les pays en développement. Des Chinois ont acheté 1 700 ha de terres en France.

« Les Chinois veulent produire de la farine pour ouvrir des boulangeries à la française en Chine ! » s'étrangle Michel Apostolo, responsable de la commission foncière à la Confédération paysanne française. En 2015 et 2016, la firme HongYang, l'entreprise Beijing Reward International Trade et deux particuliers – tous chinois – ont acheté 1 700 hectares de terres dans l'Indre. Personne ne connaît le prix du rachat, mais plusieurs sources l'estiment à 10 000 euros par hectare – beaucoup plus que son prix habituel, 4 000 euros.

Si c'est un des premiers cas d'accaparement par une entreprise chinoise, cela fait des années que des Européens achètent des terres (plus cher que le prix du marché), les exploitent un peu (avec des rendements souvent faibles) et les revendent avec une plus-value. Bien entendu, il y a aussi des acheteurs français, comme cet entrepreneur du bâtiment qui a mis la main sur une ferme de 3 000 hectares et 1 000 vaches en Picardie. On assiste à une prise de contrôle exponentielle des terres agricoles par des sociétés financières. Qu'est-ce que l'accaparement

des terres dans un pays où la propriété foncière est clairement définie ? Pour Michel Apostolo cela correspond à « l'achat de terres par des investisseurs étrangers pour cultiver et exporter dans leur pays. Ou par des investisseurs français qui peuvent même en changer la destination agricole : 70 000 – 80 000 ha de terres disparaissent chaque année de l'agriculture en France pour construire des lignes à grandes vitesses, des aéroports, ou des zones commerciales. Même produire des agrocarburants c'est détourner la terre de son objectif, qui est de nourrir les populations locales. »

Contourner la législation est facile : il suffit pour les propriétaires de créer une société agricole, sans mettre en vente toutes les parts. Car la SAFER, un organisme rattaché au Ministère de l'agriculture, a un droit de préemption qui lui permet de préserver l'affectation des terres agricoles. Mais elle ne peut acheter à la place de l'investisseur que si la vente porte sur la totalité des parts d'une société agricole. « Le Ministère de l'agriculture a été pris de court, reconnaît Michel Apostolo. Une loi est en prépara-

tion pour permettre de créer des sociétés consacrées exclusivement au foncier agricole – en excluant les outils agricoles, comme les tracteurs – et permettre à la SAFER de préempter sur la totalité du foncier. » Selon le site www.landmatrix.org, 14% des cas d'accaparement des terres concernent l'Europe. Les pays de l'Est sont les plus concernés, suivis par la France, l'Italie et l'Espagne. — Isolda Agazzi



En France, dans l'Indre, des investisseurs chinois ont acheté des terrains pour produire du pain « à la française » pour le marché chinois.

ROUMANIE

220 000 hectares de terres agricoles sont actuellement aux mains de multinationales et d'investisseurs italiens.

ALLEMAGNE DE L'EST

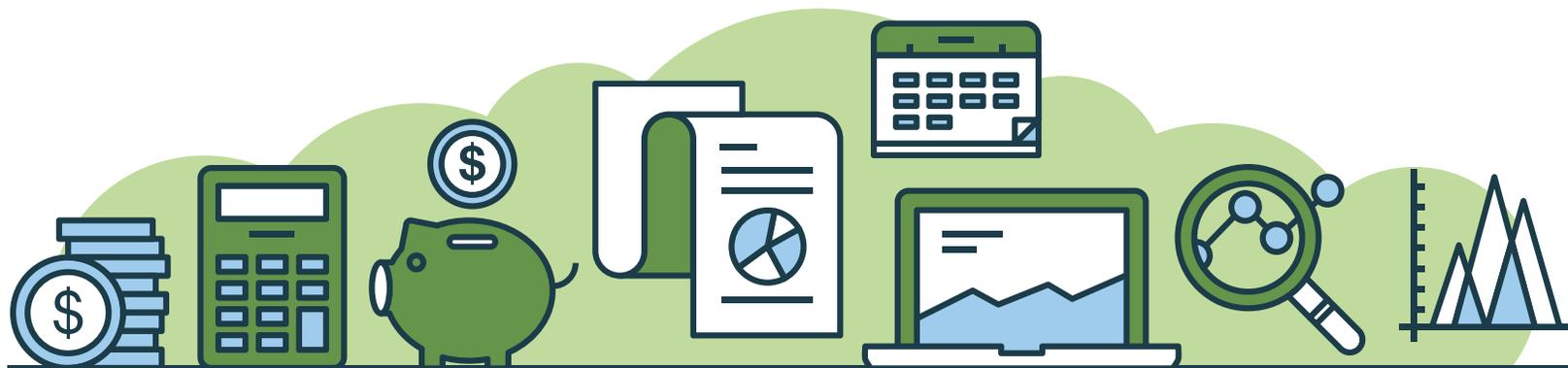
Les prix des terrains ont massivement augmenté car des investisseurs étrangers ont mis en fermage, à titre de placement, les grandes surfaces autrefois exploitées par l'Etat. Les paysans locaux ne peuvent donc plus payer le prix du fermage.

UKRAINE

Plus de 1,6 million d'hectares de terres agraires sont aux mains de multinationales étrangères. Elles proviennent notamment du Danemark, de France, de Finlande ou d'Arabie saoudite.

Plus d'informations sur ces cas d'accaparement des terres sur www.farmlandgrab.org

Banques, caisses de pension : notre épargne peut servir à financer des activités peu soucieuses des droits humains et de l'environnement, comme l'accaparement des terres. Il existe des solutions alternatives pour éviter notre participation, souvent involontaire, à ce genre de projets. A nous d'agir !



Interrogez votre banque !

Savez-vous comment votre banque utilise votre argent ? Cela ne concerne pas seulement les placements, mais aussi l'argent de votre compte épargne. Demandez à votre gestionnaire si des critères durables sont pris en compte. Les produits financiers évoluant très rapidement et les banques étant souvent peu transparentes, il sera difficile de savoir si votre argent finance des activités précises telles que l'accaparement des terres. Mais montrer que vous vous souciez de la manière dont votre argent est utilisé est un premier pas pour encourager les institutions financières à changer de comportement.

Impressum :
 Éditeur : *Action de Carême / Pain pour le prochain*, mars 2017.
 Complément rédactionnel aux différentes versions du magazine *Perspectives*.
 Adresse : *Pain pour le prochain*, Av. du Grammont 9, 1007 Lausanne / *Action de Carême*, Av. du Grammont 7, 1007 Lausanne

Privilégiez les bons élèves

Les petites banques, actives surtout dans les activités d'épargne et de crédit, investissent majoritairement dans l'économie de proximité. Deux banques se distinguent par l'application de critères écologiques et sociaux particulièrement stricts : la Banque Alternative Suisse et la Freie Gemeinschaftsbank (basée en Suisse alémanique). Offrant tous les services bancaires de base, elles travaillent en toute transparence, puisque les noms des preneurs de crédit et les montants octroyés sont rendus publics. Ainsi, chacun sait comment l'argent est utilisé.

Placements éthiques : renseignez-vous

Les fonds de placement dans des entreprises cotées en bourse gérés selon des critères dits « durables » ont le vent en poupe. Réfléchissez à vos attentes en termes de rendement et demandez à votre banque ce qu'elle peut vous proposer. Des études ont montré qu'investir selon ce type de critères s'avère souvent plus sûr à long terme. La sévérité des critères et le contrôle pouvant varier, choisissez des produits qui privilégient la transparence et le long terme.

Au travail : mobilisez vos collègues !

Si vous avez un deuxième pilier, alors vous êtes actionnaires. Le saviez-vous ? Les caisses de pension investissent notre épargne dans des sociétés suisses et étrangères cotées en bourse. Dans chaque entreprise, il existe une personne qui représente le personnel auprès de la caisse de pension. Contactez votre délégué et demandez-lui si votre caisse de pension investit selon des critères éthiques ou si elle exerce son droit de vote d'actionnaire lors des assemblées générales.

Il existe par ailleurs des institutions de prévoyance qui intègrent des critères environnementaux et sociaux dans leur politique de placement. *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* sont par exemple respectivement affiliées aux caisses de pension Nest et Abendrot. Parlez-en à vos collègues et encouragez ensemble le passage à une caisse de pension éthique.

- Œcuménique
- Pain pour le prochain (PPP)
- Action de Carême (AdC)

Suisse

Action de Carême et Pain pour le prochain sensibilisent l'opinion publique à la problématique de l'accaparement des terres. Pour la campagne œcuménique 2017, les organisations ont analysé la participation des banques suisses à des projets d'accaparement des terres. Elles luttent pour que l'argent suisse ne finance plus ce phénomène.

Suisse

PPP est la première organisation à avoir évoqué le thème de l'accaparement des terres auprès des médias et du public en Suisse. Elle travaille sur ce thème avec plusieurs partenaires internationaux, dont GRAIN, une organisation non gouvernementale pionnière dans ce domaine. Celle-ci gère entre autres la plateforme en ligne *farmlandgrab.org*, qui renseigne sur l'accaparement des terres dans le monde.

Guatemala

Au Guatemala, les projets industriels et les monocultures d'huile de palme menacent la vie des populations paysannes. PPP et AdC soutiennent ensemble le réseau Redstag, où plus de 70 organisations se mobilisent pour une agriculture durable. En 2014, le processus d'adoption de la loi dite « Monsanto » a pu être arrêté. Elle aurait interdit aux paysans de planter ou vendre leurs propres semences.

Brésil

Barrages, monocultures d'eucalyptus et de soja : dans l'Amazonie, la nature est exploitée sous toutes ses formes. L'agriculture familiale traditionnelle est sous pression. AdC soutient la FASE, qui encourage les familles paysannes à diversifier leur production. Elle mène un travail politique régional et national afin d'influencer l'action des autorités en faveur de l'agriculture traditionnelle.

Sierra Leone

La Sierra Leone est fortement touchée par l'accaparement des terres. Depuis 2008, PPP et son partenaire Silnorf surveillent de près le projet d'agrocarburants de l'entreprise genevoise Addax Bioenergy. Ils critiquent entre autres les contrats de location injustes et la dégradation de la situation alimentaire. Suite à la vente du projet à un investisseur sino-britannique, PPP et Silnorf continuent à défendre la cause de la population.

Sénégal

Le Sénégal a lancé un programme de production à large échelle de jatropha, une plante qui produit une huile transformée en diesel. A Ourour, les familles ont bradé leurs terres à une entreprise qui n'a pas tenu ses promesses d'emploi et de développement économique. ASDES, partenaire d'AdC, a été sollicité par une cinquantaine de familles afin de les aider à récupérer le droit d'exploiter leurs terres.

Bénin

PPP travaille avec l'organisation Synpa, qui s'engage pour les droits fonciers des familles paysannes. PPP soutient aussi le réseautage entre organisations de toute l'Afrique de l'Ouest afin de construire des stratégies de lutte communes contre l'accaparement des terres. Au printemps 2016, PPP a soutenu une campagne à laquelle 300 organisations de 15 pays ont participé.

Nous renforçons nos partenaires dans leur combat pour le droit à la terre.

Ethiopie

Laos

Indonésie

Afrique du Sud

Afrique du Sud

Dans la province du Cap Est, les plantations industrielles de fruits destinés à l'exportation s'étendent à perte de vue. Les familles de petits paysans et d'éleveurs sont expulsées de leurs terres. Partenaire d'AdC, l'organisation Ecarp soutient la mobilisation de 3500 travailleurs agricoles et 400 familles paysannes pour qu'ils améliorent leur accès à la terre et leurs conditions de travail.

Ethiopie

L'Etat éthiopien a loué un million d'hectares de terres arables à des investisseurs, privant ainsi des populations entières de leurs moyens de subsistance. Les personnes qui se prononcent contre cette pratique sont criminalisées. Des participants à un atelier sur la sécurité alimentaire organisé par PPP dans un pays proche ont été emprisonnés. 20 mois plus tard, l'un d'entre eux est toujours incarcéré. PPP se mobilise pour sa libération.

Indonésie

Des millions d'hectares de forêt tropicale humide ont été défrichés pour créer des palmeraies, notamment à cause d'investissements suisses. Des populations autochtones ont perdu leurs cultures. Avec son partenaire local Walhi, PPP enquête sur l'origine des investissements et documente les violations des droits humains. Elle renforce la population dans sa lutte contre les plantations de palmiers à huile.

Laos

Des groupes agro-industriels étrangers plantent des monocultures de caoutchouc ou de bananes sur des centaines d'hectares afin de générer un profit rapide. Les paysans locaux travaillent sur les exploitations contre un salaire de misère. Plusieurs partenaires d'AdC travaillent sur les questions foncières. Ils aident les communautés rurales à améliorer leurs cultures et à défendre leurs droits.

Lire et agir

Grâce à votre soutien, Action de Carême et Pain pour le prochain soutiennent des populations paysannes dans leur lutte pour leurs droits fonciers et contre l'accaparement des terres. CCP 46-7694-0



« Avant l'arrivée d'Addax, nous étions pauvres. Maintenant nous n'avons plus rien. »

Une paysanne de Makeni, Sierra Leone.

Des villageois lors de la récolte de la canne à sucre, en Sierra Leone. En vendant son projet d'agrocarburants, l'entreprise genevoise Addax a laissé ces personnes sans terre, sans emploi, sans argent et sans perspectives.

Ensemble pour une même cause

Pain pour le prochain

Nous encourageons à agir

Pain pour le prochain est l'organisation de développement des Eglises protestantes de Suisse. Nous nous engageons au Nord comme au Sud pour un mode de vie fondé sur la solidarité et la coopération. Par notre action en politique de développement, nous soutenons la transition vers une agriculture paysanne écologique et une économie respectueuse de l'être humain et de l'environnement. Par notre travail de sensibilisation, nous encourageons les personnes à devenir elles-mêmes actrices de changement.

Action de Carême

Oser le changement – Renforcer la justice

Action de Carême est l'oeuvre d'entraide des catholiques en Suisse. Nous nous engageons aux côtés de personnes défavorisées, pour un monde plus juste, un monde sans faim et sans pauvreté. Nous promovons des changements sur le plan social, culturel, économique et individuel afin de favoriser des dynamiques de transformation vers un mode de vie durable. Nous collaborons avec des organisations locales dans 14 pays en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Nous nous engageons également en Suisse et sur le plan international.

Action de Carême
Av. du Grammont 7
1007 Lausanne
Tél 021 617 88 81
www.actiondecareme.ch
CCP 10-15955-7

Pain pour le prochain
Av. du Grammont 9
1007 Lausanne
Tél 021 614 77 17
www.ppp.ch
CCP 10-26487-1



PAIN POUR LE PROCHAIN ACTION DE CARÊME